



Centre Meir Amit d'Information
sur les Renseignements et le
Terrorisme

Nouvelles du terrorisme et du conflit israélo-palestinien (11-17 avril 2012)



Manifestation à l'aéroport Charles de Gaulle d'activistes anti-israéliens interdits d'accès à un avion pour Israël (youtube.com) (YouTube.com)

Aperçu général

- Les tirs de roquettes visant le Sud d'Israël depuis la bande de Gaza continuent. Au cours de la semaine écoulée, deux roquettes se sont abattues dans des terrains vagues du Néguev occidental. Dans la Vallée du Jourdain, un Palestinien armé de sept engins piégés improvisés a été arrêté à un point de contrôle.
- Un groupe de Palestiniens et d'activistes européens pro-palestiniens de gauche circulant à vélo dans la Vallée du Jourdain s'est heurté à des soldats de Tsahal. Une vidéo publiée sur YouTube a montré un officier de Tsahal frappant un activiste danois avec la crosse de son fusil. L'officier a été immédiatement mis à pied et une enquête a été ouverte. Les responsables du gouvernement israélien et de l'armée, y compris le Premier ministre, ont vivement dénoncé le comportement de l'officier.
- L'arrivée massive par avion d'activistes anti-israéliens visant à provoquer l'État d'Israël s'est déroulée sans incident exceptionnel. Des perturbations publiques ont été limitées à l'aéroport Ben-Gourion. Dans plusieurs pays européens (principalement en France), les activistes n'ayant pu embarquer à bord d'un avion pour Israël ont manifesté. Le nombre d'activistes arrivés à l'aéroport Ben-Gourion (78) était largement en-deçà des attentes et des déclarations des organisateurs.

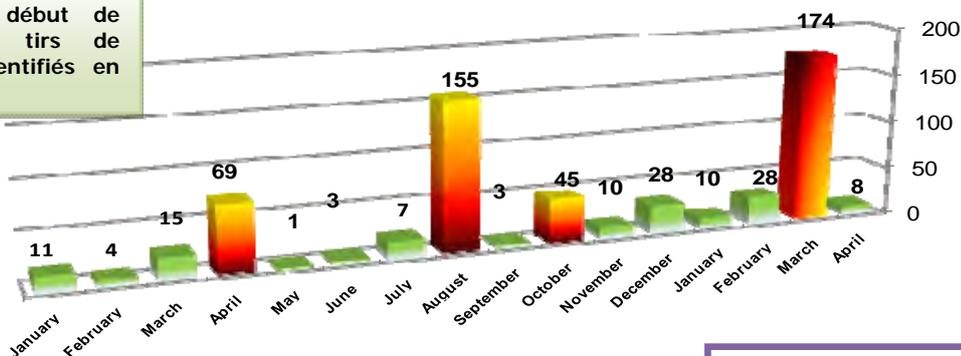
Evénements terroristes au Sud d'Israël

Tirs de roquettes sur le Néguev occidental

■ **Les tirs de roquettes de la bande de Gaza en territoire israélien continuent.** Dans la nuit du 15 avril, deux roquettes se sont abattues dans des terrains vagues du Néguev occidental sans faire de blessés.

Tirs de roquettes sur les localités du Néguev occidental ¹

Depuis le début de l'année 2011, 545 tirs de roquettes ont été signalés. Depuis le début de l'année 2012, 220 tirs de roquettes ont été identifiés en territoire israélien



Depuis la fin de l'Opération Plomb Durci, 802 roquettes ont été tirées sur Israël

Notes: * Le décompte du mois de Mars inclut 50 roquettes tirées de la bande de Gaza interceptées et détruites par le système de défense aérienne Dôme de Fer pendant la dernière escalade.

** Au mois d'Avril, trois roquettes ont été tirées sur Eilat.

*** Les statistiques n'incluent pas les roquettes qui se sont abattues dans la bande de Gaza.

Principaux événements en Judée-Samarie

Situation sur le terrain

■ Au cours de la semaine écoulée, Tsahal a effectué des activités contre-terroristes de routine, arrêtant des Palestiniens soupçonnés d'activités terroristes et confisquant des armes. Les troubles locaux ont continué et des pierres et des cocktails Molotov ont été lancés sur les forces de sécurité israéliennes.

¹ Exact au 17 avril 2012.

Heurt violent dans la Vallée du Jourdain

■ Le 14 avril, un groupe d'environ 250 Palestiniens et d'activistes pro-palestiniens de gauche d'Europe ont organisé un événement cycliste dans la Vallée du Jourdain. Ils sont partis de Jéricho et leur destination finale était la région de Jiftlik en Samarie. Ils ont été arrêtés par des soldats de Tsahal sur la route de la Vallée du Jourdain près du village d'Uja et un heurt a éclaté.

■ **Une vidéo Internet a montré un officier israélien employant la violence et frappant un activiste danois de gauche avec la crosse de son fusil M16.** Le porte-parole de Tsahal a qualifié **l'acte de grave, violant les valeurs de Tsahal** et a affirmé qu'il n'y avait aucune justification à la violence. Cependant, le porte-parole a noté que la vidéo ne montrait pas l'incident dans son entier, alors que derrière les 20 activistes de gauche et anarchistes se trouvaient 200 Palestiniens prêts à descendre sur la principale route de la Vallée du Jourdain et à la bloquer (Entretien avec le porte-parole de Tsahal sur la Deuxième chaîne israélienne, 16 avril 2012).

■ **L'officier a été immédiatement mis à pied** jusqu'à ce qu'une "enquête minutieuse soit menée". De plus, l'avocat général militaire a ordonné l'ouverture d'une **enquête de la police militaire**, dont les conclusions permettront de savoir si l'officier devra être ou non poursuivi (Site Internet du porte-parole de Tsahal, 16 avril 2012). **Les responsables politiques et militaires israéliens, dont le Premier ministre, le ministre de la Défense et le chef d'état-major de Tsahal, ont vivement dénoncé le comportement de l'officier**, soulignant qu'il avait violé les valeurs de Tsahal et **ne reflétait pas la conduite éthique des soldats et des officiers de Tsahal.**

Arrestation d'un Palestinien armé d'engins piégés à un point de contrôle dans la Vallée du Jourdain

■ Le 11 avril, la police militaire de Tsahal a arrêté un Palestinien au point de contrôle de Beqa'ot dans la Vallée du Jourdain. L'individu était **en possession de sept engins piégés improvisés, de trois couteaux et de balles.** Il a été transféré aux forces de sécurité pour être interrogé (Site Internet du porte-parole de Tsahal, 11 avril 2012).

■ **Il y a trois mois, deux événements semblables ont eu lieu au même point de contrôle.** Lors du premier incident, un terroriste palestinien armé d'une bombe artisanale s'est avancé vers les forces de Tsahal aux cris "d'Allah Akbar". Quand il a ignoré leurs ordres de faire halte, les soldats ont ouvert le feu et l'ont tué. Dans le deuxième incident, des soldats de Tsahal ont ouvert le feu sur un Palestinien qui avait essayé de poignarder un soldat au barrage routier.

Le Palestinien a été grièvement blessé et est mort au cours de son transfert à l'hôpital (Site Internet du porte-parole de Tsahal, 11 avril 2012).

Situation dans la bande de Gaza

Allègement temporaire de la crise d'énergie

■ **La crise de carburant qui sévit dans la bande de Gaza a été provisoirement allégée** après la livraison de gazole d'Israël à la centrale électrique de la bande de Gaza, conformément à un accord atteint entre le Hamas et l'Autorité Palestinienne. Cette mesure a abouti à une amélioration de la provision d'électricité à la population de Gaza et à une augmentation du nombre de véhicules sur la route. Cependant, le bateau transportant le carburant du Qatar, qui devait aider à soulager la crise, n'est pas encore arrivé.²



La centrale électrique dans la bande de Gaza qui a reçu du gazole pour fabriquer de l'électricité (Site Internet Gazayouth.net)

Un article dans la presse égyptienne condamne vivement le Hamas

■ Suite à la crise de l'énergie dans la bande de Gaza et aux accusations du Hamas selon lesquelles l'Égypte en est responsable, le quotidien égyptien Al-Masri Al-Yawm a publié le 16 avril un article intitulé "l'Égypte et le jugement défectueux du Hamas". L'article, écrit par **le Dr. Tareq Fahmi**, responsable du Département d'études israéliennes au Centre national d'Études du Moyen-Orient,³ a **vilipendé le Hamas** pour avoir tenté de rendre l'Égypte responsable de

² Un site Internet affilié au Hamas a diffusé des informations de "sources sécuritaires" selon lesquelles les renseignements généraux égyptiens retardaient le bateau chargé de 25 000 tonnes de carburant. Selon le site Internet, les renseignements égyptiens auraient affirmé que le Qatar n'avait pas informé d'Égypte avant d'expédier le bateau aux ports égyptiens. Le Qatar a déclaré qu'il n'avait pas reçu d'autorisation des autorités égyptiennes pour livrer le carburant dans la bande de Gaza (Site Internet Alresalah.net, 9 avril 2012). Selon nous, le Hamas est responsable de la fuite d'informations, qui s'inscrit dans le cadre d'une série d'accusations sur la "responsabilité égyptienne" dans la crise du carburant qui touche la bande de Gaza.

³ Le Dr. Tareq Fahmi est professeur de sciences politiques à l'Université du Caire.

ses propres crises (la crise de carburant et la crise dans les négociations avec le Fatah). Selon l'article :

- Le Hamas pense que depuis que les Frères Musulmans ont pris le pouvoir, il sera facile de livrer des marchandises par le terminal de Rafah ou les tunnels de contrebande, "avec tous les accomplissements et le bénéfice impliqués". Le Hamas se comporte "**comme si les terres égyptiennes s'étaient métamorphosées en propriété privée du mouvement du Hamas**". Cependant, selon l'auteur de l'article, le Hamas a oublié l'existence des "**lignes rouges**" de sécurité nationale de l'Égypte.

- Il y a eu, selon l'article, "**un problème de sécurité**" dans la bande de Gaza, en résultat de "**l'expansion stratégique des factions palestiniennes**", qui font ce qu'elles veulent dans la Péninsule du Sinaï. Les factions palestiniennes [cf., les organisations terroristes] effectuent "des activités illégales" [cf., l'activité terroriste] qui **menacent la sécurité nationale égyptienne**. En conséquence, [l'Égypte] est préoccupée que "dans l'avenir, les activités d'Israël seront dirigées contre la Péninsule du Sinaï et pas dans la bande de Gaza".

- **Le Hamas cherche à impliquer l'Égypte dans une confrontation avec Israël**, puisque "les activités illégales" [cf., des attaques terroristes] **fournissent à Israël une excuse pour réoccuper la Péninsule du Sinaï** afin de la transformer en zone-tampon pour protéger sa sécurité. Le Hamas peut penser que l'arrivée au pouvoir des Frères Musulmans pourrait créer l'opportunité d'une guerre entre l'Égypte et Israël, mais **le coût d'une telle guerre pour l'Égypte serait très élevé**.

- Selon nous, l'article a été écrit dans le cadre d'une **guerre médiatique entre l'Égypte et le Hamas**, causée par la crise du carburant dans la bande de Gaza. Cependant, il est aussi possible qu'il exprime le **mécontentement véritable, même si secret, de l'Égypte** quant au comportement du Hamas envers l'Égypte et les tentatives des organisations terroristes palestiniennes de prendre pied dans la Péninsule du Sinaï et de la transformer en foyer d'"activité terroriste contre Israël.

Exécution de trois Palestiniens par l'administration de facto du Hamas

- Le 7 avril 2012, l'administration *de facto* du Hamas dans la bande de Gaza a **pendu trois résidents locaux**. L'un d'entre eux a été reconnu coupable par une cour militaire de collaboration avec Israël. Les autres deux ont été reconnus coupables par une cour civile de meurtre prémédité (Site Internet du ministère de l'Intérieur de l'administration *de facto* du Hamas, 7 avril 2012).

- Suite aux exécutions, **le Hamas a été largement critiqué** par l'Autorité Palestinienne et l'Union Européenne :

- **L'Autorité Palestinienne** a affirmé que les exécutions étaient **illégales**, puisque le Président de l'AP doit les autoriser.⁴ Le **général Adnan Damiri**, porte-parole des forces de sécurité de l'AP, a affirmé que les exécutions étaient **illégales** et étaient dirigées contre l'Autorité Palestinienne légitime et visaient à empirer le schisme palestinien interne. Il a dit qu'il s'agissait du neuvième cas d'exécutions effectuées par le Hamas, ajoutant que **le Hamas n'avait pas été l'objet d'une enquête pour ses centaines de meurtres de Gazaouites innocents**, dont des figures publiques bien connues, certaines ayant occupé des postes-clés dans l'administration du Hamas dans la bande de Gaza (Agence de presse Wafa, 9 avril 2012).
- **Une délégation de l'Union Européenne à Jérusalem et Ramallah** a dénoncé les exécutions et a exprimé son opposition de principe à la peine de mort, la qualifiant de "cruelle et inhumaine". Les membres de la délégation ont appelé les autorités *de facto* [du Hamas] à Gaza "à s'abstenir d'effectuer des exécutions de prisonniers et à respecter le moratoire *de facto* sur les exécutions mis en place par l'Autorité Palestinienne, mettant un terme à la peine de mort conformément à la tendance mondiale" (Site Internet de l'Union Européenne, 10 avril 2012).

Arrestation de trois Palestiniens en route pour la Libye pour acheter des armes

- Les médias égyptiens et palestiniens ont annoncé que les forces de sécurité égyptiennes avaient arrêté un véhicule au Nord de la Péninsule du Sinaï conduit par un Egyptien et transportant trois Palestiniens entrés illégalement en territoire égyptien le 13 avril. Les trois ont admis qu'ils étaient **en route pour la Libye pour acheter des armes afin de les introduire en contrebande dans la bande de Gaza par les tunnels** (Portail Al-Wafd, 14 avril 2012).
- L'interrogatoire des forces de sécurité égyptiennes à El-Arish a révélé que les trois hommes étaient des résidents de Jabaliya au Nord de la bande de Gaza et étaient **membres des Brigades Salah al-Din, la branche armée des Comités de Résistance Populaire** (Agence de presse Ma'an, 14 avril 2012). Les Comités ont démenti tout lien avec les trois Palestiniens appréhendés (Site Internet Qawm, 14 avril 2012).

⁴ Dans un événement semblable, le 18 mai 2010, trois Palestiniens accusés de meurtre prémédité ont été exécutés. À l'époque, l'incident avait provoqué l'ire de l'Autorité Palestinienne et des responsables de la jurisprudence palestinienne, qui avaient affirmé que les exécutions étaient illégales parce que Mahmoud Abbas, le Président de l'AP, devait signer les ordres d'exécution (Site Internet Xinhua).

Activité politique de l'Autorité Palestinienne

Rencontre entre le Premier ministre israélien et une délégation de l'AP

- **Le 17 avril, une rencontre s'est déroulée à Jérusalem entre le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu et une délégation de l'AP** (Note : La délégation palestinienne devait être dirigée par le Premier ministre palestinien Salam Fayyad, qui n'a finalement pas pu participer à la rencontre. Cependant, Saeb Erekat, le principal négociateur palestinien, était présent.). La délégation palestinienne a remis à Benjamin Netanyahu une lettre du Président de l'Autorité Palestinienne Mahmoud Abbas sur le processus de paix.
- Selon des "sources du cabinet du Premier ministre" citées par le quotidien israélien Haaretz, le Premier ministre devait faire part à la délégation palestinienne de son désir de rencontrer personnellement Mahmoud Abbas dans un proche avenir. Une date devrait être fixée pour une **rencontre à Ramallah, en présence d'Yitzhak Molcho, le représentant du Premier ministre et de Mahmoud Abbas**, afin d'apporter la réponse de Netanyahu à la missive palestinienne (Haaretz, 17 avril 2012).

Mahmoud Abbas fait référence aux prochaines mesures politiques de l'AP

- À la veille de la rencontre, Mahmoud Abbas a déclaré que l'AP planifiait de **prendre plusieurs mesures politiques pour traiter avec Israël et les États-Unis** et déciderait seulement ensuite de resoumettre ou non sa demande aux agences de l'ONU. Il a ajouté que l'Autorité Palestinienne enverrait tout d'abord un communiqué politique au Premier ministre Netanyahu, attendrait sa réponse écrite et ferait finalement appel aux États-Unis pour la reprise des négociations, basées sur l'accord israélien d'arrêter la construction dans les implantations et d'accepter les frontières de 1967. Il a précisé que si ces mesures échouaient, l'Autorité Palestinienne **envisagerait de s'adresser de nouveau à l'ONU** (Al-Ayam, 15 avril 2012).

La question des prisonniers palestiniens

Journée des Prisonniers dans les territoires

- **Le 17 avril, déclaré par les Palestiniens "Journée du Prisonnier palestinien"**, des activités de protestation diverses ont été organisées dans les territoires par le Fatah, le Hamas et d'autres organisations terroristes palestiniennes. **L'événement principal en Judée-Samarie s'est déroulé le 16 avril dans le village d'Arabeh**, dans le secteur de Jenine, en signe de solidarité avec le terroriste du Jihad Islamique Palestinien Khader Adnan, qui sera

bientôt libéré de sa détention administrative. Le 13 avril, un défilé a été organisé au Nord de la bande de Gaza en solidarité avec les prisonniers.

■ Ci-dessous les principales déclarations de la Journée du Prisonnier :

- **Issa Qaraqa, le ministre des Affaires des prisonniers dans l'Autorité Palestinienne**, a appelé tous les Palestiniens, dans les territoires et à l'étranger, à participer à la Journée du Prisonnier. Il a souligné que des activités de soutien aux prisonniers palestiniens seraient également organisées en Jordanie, en Egypte, en Turquie et en France. Il a appelé à un **boycott universitaire, culturel, économique et politique d'Israël** à cause de ce qu'il a appelé son "manque de conformité avec les conventions et les résolutions de l'ONU" (Télévision Al-Quds, 16 avril 2012).
- **Ismail Haniya**, le responsable de l'administration *de facto* du Hamas dans la bande de Gaza, a affirmé qu'Israël commettait des "crimes de guerre" en ce qui concerne les prisonniers palestiniens. Il a appelé les gouvernements du monde arabe à mettre un terme à la normalisation de leurs relations avec Israël et à expulser les ambassadeurs israéliens de leurs capitales en soutien aux Palestiniens et aux prisonniers palestiniens. Il a également appelé les **organisations terroristes ("la lutte et les factions du jihad") à faire un effort pour libérer les prisonniers en enlevant des Israéliens**, puisqu'il s'agit de "la seule façon de forcer l'occupation [cf., Israël] à libérer des prisonniers" (Télévision Al-Aqsa, le 16 avril 2012).
- Le **Dr. Hanan Ashrawi**, membre du comité exécutif de l'OLP, a écrit une lettre ouverte dans laquelle elle a appelé à **l'internationalisation de la question des prisonniers**. Elle a appelé à une **"intifada par des moyens légaux"** contre "les lois israéliennes qui oppriment les prisonniers", **notamment les détentions administratives**, qui, selon elle, "ne sont pas en accord avec la loi internationale". Sa lettre a été publiée le 17 avril dans le journal Al-Quds, qui a noté que des organisations et institutions internationales devaient exiger d'Israël des explications sur la question.

Les prisonniers palestiniens en Israël prévoient une grève de la faim

■ **Issa Qaraqa**, le ministre des Affaires des prisonniers et des prisonniers libérés dans l'Autorité Palestinienne, a déclaré que le 17 avril, **1600 prisonniers palestiniens détenus dans les prisons israéliennes entameraient une grève de la faim pour améliorer leurs conditions** (Agence de presse Wafa, 14 avril 2012). **Qadura Fares**, le président du "club des prisonniers" palestiniens, a déclaré que le schisme Hamas-Fatah posait des difficultés au projet de grève de la faim. Il a ajouté que les détenus du Hamas, du Jihad Islamique Palestinien et de certaines des autres organisations [terroristes] entameraient la grève le 17 avril, tandis que les prisonniers du Fatah n'avaient pas encore fixé de date (Reuters, 14 avril 2012). Cependant, selon les médias israéliens, 1200 prisonniers ont déclaré qu'ils entameraient une grève de la faim le 17 avril (Ynet, 17 avril 2012).

Nouveaux appels à enlever des Israéliens

■ Suite à la large couverture dont la question des prisonniers palestiniens bénéficie dans les médias palestiniens et l'intérêt qu'elle éveille dans la population palestinienne, **les responsables du Hamas continuent leurs appels à enlever des Israéliens** pour les échanger contre des prisonniers palestiniens. Cet appel a été lancé par le responsable de l'administration *de facto* du Hamas Ismail Haniya ainsi que par d'autres dirigeants :

- Le **Dr. Ahmed Bahar**, vice-président du Conseil Législatif Palestinien, a appelé les organisations terroristes palestiniennes à **agir "sérieusement et pratiquement" pour réaliser un nouvel échange de prisonniers**. Il a tenu ces propos à l'occasion d'une réunion de la faction du Hamas du CLP à la veille de la Journée du Prisonnier (Agence de presse Ma'an, 16 avril 2012).
- **Ismail Radwan**, haut responsable du Hamas dans la bande de Gaza, a déclaré qu'Israël ne comprenait que le langage de la force, **"le langage d'enlever et d'échanger des prisonniers"**. Il a dit qu'il était "le seul moyen stratégique pouvant contraindre Israël à accepter les demandes des prisonniers" (Télévision Al-Alam, 9 avril 2012).
- **Tawfiq Abu Na'im**, un terroriste palestinien libéré dans le cadre de l'accord d'échange avec Gilad Shalit, a déclaré dans un discours prononcé à l'occasion de la Journée du Prisonnier dans la bande de Gaza que la devise du Hamas était de **ne pas laisser un seul Palestinien dans les geôles israéliennes**. Il a appelé les organisations terroristes ["la résistance"] à capturer des soldats israéliens pour "purifier" les prisons (Site Internet Alresalah.net, 13 avril 2012).

Événements de propagande

L'arrivée massive par avion (résumé préliminaire)

Le plan et les organisateurs

■ **Le 15 avril 2012, une nouvelle arrivée massive par avion a été organisée**. Des centaines d'activistes anti-israéliens étaient supposés embarquer sur des vols commerciaux ordinaires pour l'aéroport Ben-Gourion, **afin d'attirer l'attention des médias et de causer des perturbations publiques**. De l'aéroport, ils devaient se rendre à Bethléem participer à un événement palestinien local. L'événement, **planifié par des activistes, des organisations et des réseaux participant à la campagne de délégitimation d'Israël**, visait à exprimer le soutien aux Palestiniens et à représenter Israël comme un "Etat d'apartheid" limitant la liberté de mouvement vers et dans les territoires palestiniens.

■ Parmi les organisateurs figuraient des activistes et des organisations d'Europe et des territoires administrés par l'Autorité Palestinienne impliqués dans les précédents événements de propagande organisés **dans le cadre de la campagne de délégitimation d'Israël**. Deux activistes étaient particulièrement proéminents :

- **Olivia Zemor**, juive française d'extrême-gauche et présidente d'une organisation appelée EuroPalestine, est une **figure centrale des activités anti-israéliennes en France**. Elle est **un des leaders de la campagne anti-Israël BDS** (Boycott, Désinvestissement, Sanctions) et était **l'une des organisatrices de l'arrivée massive par avion de l'année dernière** (8 juillet 2011). Elle a récemment été condamnée avec sursis à plusieurs mois de prison et à une amende par une cour française pour incitation au boycott en raison de son activité dans la campagne BDS (qui viole la loi française).



Olivia Zemor, une des organisatrices de l'opération, vilipende Israël et affirme que le "siège" imposé par Israël à la bande de Gaza s'étend maintenant à la Judée-Samarie (Site Internet Dailymotion.com)

- **Mazin Qumsiyeh**, Docteur en biologie de Bethléem, a étudié aux États-Unis, enseigne à l'Université de Bir Zeit et est **impliqué dans des activités anti-Israël intensives**. Il est l'un des organisateurs des **manifestations à Bila'in** et y participe activement. Il est en contact avec le Mouvement de Solidarité Internationale et d'autres organisations anti-israéliennes occidentales ainsi qu'avec des activistes participant aux manifestations. Il est **l'un des leaders de la campagne BDS et était l'un des organisateurs de la Marche mondiale sur Jérusalem** (30 mars 2012). Il rejette la solution à deux Etats et est actif dans le développement de la "résistance populaire". Il a comparé Israël à l'Allemagne nazie et a prétendu qu'Israël était pire que le régime d'apartheid d'Afrique du Sud. Il est également actif dans la campagne de la "semaine de l'apartheid israélien" visant à délégitimer Israël.

Mise en œuvre

■ Dans les faits, l'arrivée massive par avion s'est déroulée dans un **calme relatif** et a été à peine mentionnée par les médias à l'extérieur d'Israël. La plupart des activistes qui avaient acheté des billets pour Israël n'ont pas été autorisés à embarquer. **Comme avec des événements de propagande précédents, cette fois aussi les attentes des organisateurs (entre 1500 et 2000 participants) et la réalité étaient très différentes et seuls 78 activistes ont réussi à arriver en Israël.** En outre, le nombre d'activistes arrivés par avion à l'aéroport Ben-Gourion était bien plus petit que le nombre de participants au même événement organisé l'année dernière (Environ 130 activistes avaient réussi à arriver en Israël, la plupart d'entre eux de France et de Belgique). Seul un **petit nombre d'activistes** se sont rendus à Bethléem.

■ Sur les 78 participants arrivés à l'aéroport Ben-Gourion, **60 ont été arrêtés et 18 ont été renvoyés** à leurs pays d'origine dans la nuit du 15 avril. Ceux qui ont été arrêtés ont été transférés dans des installations de détention jusqu'à l'organisation de leurs vols-retour. La plupart de ceux arrivés en Israël étaient de **France** (51). Le reste était de **Grande-Bretagne** (11), d'**Italie** (six), du **Canada** (cinq), d'**Espagne** (deux), de **Suisse** (un), des **États-Unis** (un) et du **Portugal** (un) (Yedioth Aharonoth, 16 avril 2012).

■ Les activistes ont causé quelques perturbations publiques limitées à l'aéroport Ben-Gourion et le **déploiement massif des forces de sécurité israéliennes a empêché qu'elles se développent dans des provocations significatives.** Les protestations les plus sérieuses ont été organisées par les activistes qui avaient été empêchés de monter à bord de leurs vols dans des **aéroports européens divers.** La manifestation à l'aéroport **Charles de Gaulle** à Paris était relativement orageuse, avec des douzaines de participants appelant au boycott d'Israël et critiquant les compagnies aériennes ayant refusé de les embarquer. Certains des protestataires ont affronté le personnel de sécurité local et plusieurs ont été arrêtés. Des protestations limitées ont également été organisées aux aéroports de **Bruxelles, Genève et Rome.** Dans un cas, un ressortissant portugais provoqué des heurts durant un vol de la compagnie Jordanian Airlines et a été interpellé à l'arrivée.



Activistes à Bruxelles résistant à leur arrestation
(YouTube)

Conclusions

■ **L'arrivée massive par avion, de même que les récents événements de propagande comme la marche aux frontières d'Israël, n'a pas, selon nous, répondu aux attentes de ses organisateurs pour les raisons suivantes** : les mesures sécuritaires effectives et les mesures politiques prises par l'État d'Israël avant l'événement ; la coopération des différentes compagnies aériennes qui ont interdit aux activistes ciblés par Israël de monter à bord des avions ; les réserves de la communauté internationale quant à l'événement (les États-Unis, la France, la Grande-Bretagne, l'Allemagne et l'Italie ont conseillé à leurs ressortissants de ne pas y participer) ; le fait que les médias internationaux et arabes, préoccupés par d'autres questions (la Syrie, l'Iran), n'ont accordé à l'événement qu'une couverture limitée, d'autant plus que l'événement s'est déroulé sans provocation sérieuse.⁵

■ **Les activistes de l'arrivée massive par avion ont admis que le nombre arrivé en Israël était beaucoup plus petit que celui espéré.** Abd al-Fatah Abu Srouf, un des organisateurs palestiniens de l'événement, a reconnu à une conférence de presse organisée à Bethléem qu'ils avaient espéré entre 1500 et 2000 participants et a exprimé sa déception que plusieurs activistes n'aient pas pu venir. Cependant, il a affirmé que néanmoins, l'événement avait été un succès médiatique parce qu'il a permis d'exposer "l'oppression israélienne" et "l'extorsion" utilisée par Israël sur les gouvernements du monde entier et les compagnies aériennes (Télévision Al-Quds du Hamas, en direct de la conférence de presse à Bethléem, 15 avril 2012).

⁵ La vidéo du 15 avril montrant l'officier de Tsahal frappant l'activiste danois a fourni l'opportunité d'embarrasser Israël et a reçu l'attention médiatique temporaire que l'arrivée massive par avion a échoué à obtenir.